

Le FMI soutient un gouvernement putschiste

dimanche 6 septembre 2009, par [CADTM](#), [ZACHARIE Arnaud](#) (Date de rédaction antérieure : 5 septembre 2009).

Le 28 juin dernier, le Honduras était victime d'un coup d'Etat dénoncé par l'ensemble de la communauté internationale. Ce coup d'Etat a rapidement été dénoncé par nombre de gouvernements et d'organisations internationales : l'organisation des Etats américains (OEA) a suspendu l'adhésion du Honduras, les Nations unies ont appelé à un retour immédiat et inconditionnel du président démocratiquement élu, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement ont suspendu leurs prêts, tandis que l'Union européenne a suspendu 90 millions d'euros d'aide.

En définitive, aucun pays dans le monde n'a soutenu ce putsch et seuls les Etats-Unis ont maintenu la présence d'un ambassadeur sur place. Cela n'a pourtant pas empêché le FMI, dont les capacités de prêts ont été multipliées par trois par le G20 en avril 2009, d'accorder un financement de plus de 160 millions de dollars au gouvernement illégitime du Honduras. Ce financement s'inscrit dans le cadre des financements octroyés par le FMI dans le cadre du premier package de 250 milliards de dollars prévus par le G20.

Non seulement cette décision équivaut à soutenir financièrement un gouvernement putschiste, mais en outre cela contraste avec le gel des prêts au Honduras que le FMI avait décidé en novembre 2008, après avoir critiqué la politique économique menée par le président Zelaya.

Ce type de décision illustre, au-delà des discours, combien le FMI a du mal à réformer ses pratiques. Malgré la quasi unanimité qui prévaut dans le monde pour dénoncer le coup d'Etat au Honduras, le FMI soutient le gouvernement putschiste. Le Centre national de coopération au développement demande au gouvernement belge et à l'Union européenne d'intervenir pour que le FMI cesse de se considérer au-dessus de la démocratie et du droit international.

Arnaud Zacharie

Le CADTM dénonce le soutien criminel du FMI à la dictature hondurienne

Le 28 juin dernier, un coup d'Etat militaire a eu lieu au Honduras. Le président élu Manuel Zelaya a été contraint de quitter le pays par la force. De l'Organisation des États américains (OEA) à l'Organisation des Nations unies (ONU), en passant par l'Union Européenne et le président des Etats-Unis Barack Obama, tous ont fermement condamné ce coup d'Etat orchestré par les secteurs réactionnaires de la société : l'armée, l'oligarchie, l'Eglise, le pouvoir judiciaire, les médias dominants.

Or le nouveau président autoproclamé Roberto Micheletti a été jugé parfaitement fréquentable par le FMI, en dépit des violations continues des droits de l'homme et des libertés fondamentales perpétrées au Honduras depuis fin juin. En effet, le FMI a approuvé le 28 août dernier un prêt de 150 millions de dollars au gouvernement putschiste du Honduras, lui apportant de ce fait un soutien

financier qui lui permet de perdurer au pouvoir. Une seconde tranche de 13,8 millions de dollars pourrait même être débloquée au cours des prochaines semaines [1].

Le CADTM condamne les agissements scandaleux du FMI, qui une fois de plus n'hésite pas à soutenir des dictatures en toute connaissance de cause, du moment qu'elles servent les intérêts des grandes puissances qui contrôlent le FMI. Cela rappelle étrangement le coup d'Etat d'avril 2002 au Venezuela, qui avait vu le patron des patrons Pedro Carmona prendre le pouvoir par la force et recevoir très vite le soutien du FMI. En descendant dans la rue, le peuple vénézuélien avait provoqué la fuite de Carmona et le retour du président élu Hugo Chavez. Au Honduras comme au Venezuela, le FMI n'hésite pas à apporter un soutien officiel à des régimes autoritaires et illégitimes.

Le soutien du FMI à des régimes illégitimes et répressifs ne se limite pas à ces deux pays. Le FMI a notamment soutenu financièrement Augusto Pinochet au Chili, Mohamed Suharto en Indonésie, Joseph-Désiré Mobutu au Zaïre, Jorge Videla en Argentine, et il continue de soutenir Denis Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville, Idriss Déby au Tchad, etc. Depuis la crise de la dette au début des années 1980, le FMI s'appuie notamment sur ce type de régimes autoritaires pour imposer des programmes d'ajustement structurel aux conséquences dramatiques pour les peuples du Sud : réduction drastique des budgets sociaux et des subventions aux produits de première nécessité, ouverture des marchés et mise en concurrence déloyale des petits producteurs avec les multinationales, production tournée vers l'exportation et abandon du principe de souveraineté alimentaire, privatisations massives, fiscalité aggravant les inégalités... En proposant le lancement d'une consultation populaire pour ouvrir la voie à un processus d'Assemblée constituante, le président Zelaya s'était définitivement mis à dos l'oligarchie hondurienne qui a décidé de le renverser par la force. Par son soutien financier, le FMI cautionne donc ce coup d'Etat. Ainsi, malgré les condamnations unanimes de la « communauté internationale » et la résistance populaire au Honduras, le président Zelaya n'a toujours pas pu regagner son pays.

Même s'ils ont suspendu une aide militaire de 16,5 millions de dollars au Honduras, les Etats-Unis ont organisé la médiation du président costaricain Oscar Arias, promue par la secrétaire d'Etat Hillary Clinton. Cette médiation tente d'imposer un compromis inacceptable, comprenant : le retour du président Zelaya mais avec des pouvoirs réduits et partagés avec les putschistes dans le cadre d'un gouvernement de « réconciliation et d'union nationale » en attendant les prochaines élections présidentielles ; une amnistie générale pour les délits politiques en relation avec ce coup d'Etat ; l'interdiction de toute consultation populaire appelant à une Assemblée constituante.

Le FMI, dirigé par le socialiste français Dominique Strauss-Kahn, finance une dictature militaire qui piétine les normes constitutionnelles et les droits humains fondamentaux. Pour le CADTM, la dictature au Honduras doit être dénoncée et combattue, tout comme le FMI. Voilà pourquoi le CADTM demande l'abolition immédiate du FMI et son remplacement par une institution radicalement différente, transparente et démocratique, dont la mission serait centrée sur la garantie des droits humains fondamentaux.

CADTM

Notes

[1]
<http://www.elheraldo.hn/Ediciones/2009/09/02/Noticias/FMI-da-163.9-millones-en-asistencia-a-Honduras>

